



Conseil départemental de la Manche
12 novembre 2019

Présentation des candidatures

- L'Etang Bertrand

Les 5 orientations de la politique territoriale 2016-2021

- 1 Un contrat de territoire renouvelé avec **les 8 intercommunalités et Cherbourg-en-Cotentin, Saint-Lô, Coutances, Granville et Avranches** (*les 5 communes les plus peuplées au sein d'une aire urbaine regroupant à minima 5 000 emplois*) en lien avec la politique régionale.
- 2 Un nouveau partenariat avec **65 pôles de services de proximité** ayant un rôle de centralité dans la Manche afin de les conforter dans leur fonction d'accès aux services et d'améliorer leur attractivité.
- 3 Un soutien réaffirmé aux **communes rurales** pour réaliser leurs projets d'équipements : **le Fonds d'Investissement Rural**.
- 4 Un effet levier significatif grâce à de **nouvelles modalités techniques et financières**.
- 5 Une prise en compte accrue des **préoccupations sociales liées aux compétences du Département** (ne concerne que les contrats avec les intercommunalités et les Contrats de Pôles de Services)

Le Fonds d'Investissement Rural

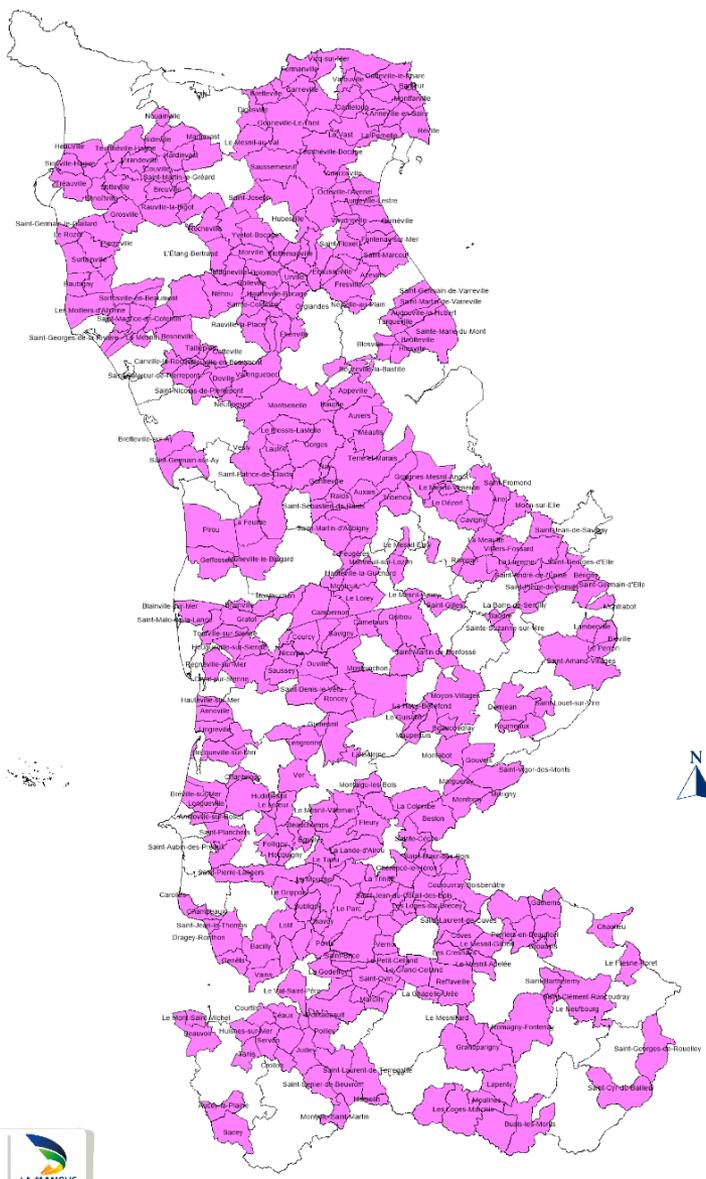
A qui s'adresse-t-il ?

Outil de partenariat entre le Département et les 376 communes non concernées par la contractualisation avec l'intercommunalité ou le Contrat de Pôles de Services.

Pour quelle finalité ?

Soutenir et accompagner la **dynamique de développement des communes rurales** du Département en cohérence avec le pôle de centralité le plus proche pour s'assurer d'une complémentarité et/ou une mutualisation des équipements.

Communes éligibles au Fonds d'Investissement Rural



Administration et Territoires - Département de la Manche



0 10Km

Sources: BD Topo ©IGN 2011, Conseil départemental de la Manche Réalisation: DDDT - MAJ 2019

Modalités du Fonds d'Investissement Rural

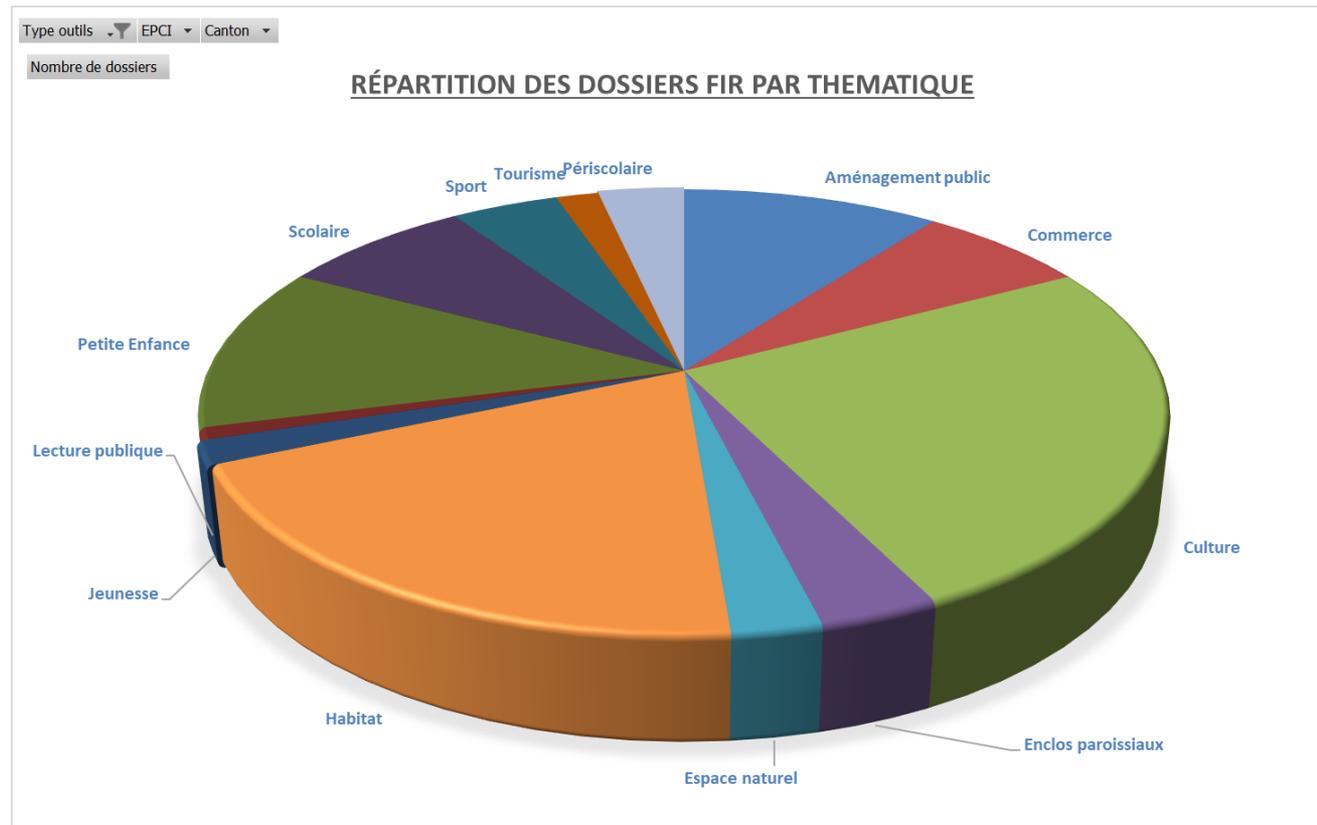
- Programmation possible sur une durée de **2 ans avec une ou plusieurs opérations** sur les 9 thématiques éligibles.
- Une même commune ne peut bénéficier d'un Fonds d'Investissement Rural **tant que ses opérations inscrites dans le contrat de territoire en cours ne sont pas votées en Commission Permanente.**
- Dépôt des dossiers de candidature **au « fil de l'eau »**
- Mobilisation d'une **enveloppe annuelle de 2M €** (soit 4M € sur la période de deux ans) répartie par communes éligibles à raison de **100€/habitant** (population DGF) avec un plancher de **50 000 €** et un plafond de **100 000 € ou 120 000 €** dans le cas d'une commune nouvelle de 1.200 habitants ou plus.
- Taux d'intervention du Département entre **10% et 40%** des dépenses éligibles, en accord avec le maître d'ouvrage et dans la limite des règles de finances publiques. Le taux pourra être porté à **50%** sur les projets « **habitat** », « **équipements petite enfance** » et « **aménagement d'espaces naturels** », si la commune n'atteint pas le plafond de son enveloppe globale .

Les thématiques éligibles au Fonds d'Investissement Rural

- **Habitat dans du patrimoine communal et gîtes de groupe** : création dans du patrimoine existant, réhabilitation complète, extension et requalification de friches, viabilisation de parcelles pour créer des lotissements locatifs dans certaines communes.
- **Commerces** : création, extension, réhabilitation d'activités commerciales.
- **Locaux scolaires et cantines** (*sous réserve de validation préalable des projets par l'Inspection Académique*) : création, extension, réhabilitation.
- **Équipements périscolaires** (*en lien avec la présence d'une école sur la commune*) : salle pour les activités périscolaires, accueil de loisirs sans hébergement, garderie, plateau sportif (création, extension, réhabilitation).
- **Équipements « petite enfance »** : Relais d'Assistants Maternels, Maison d'Assistants Maternels, crèche, micro-crèche, ludothèque, aires de jeux (création, extension, réhabilitation).
- **Salles de convivialité et bibliothèques** : réhabilitation et/ou extension d'équipement existant.
- **Revitalisation des espaces publics** issue d'un travail de réflexion sur l'amélioration du cadre de vie afin de réaliser un « cœur de bourg attractif » sous réserve de la présence d'un minimum de services (commerce et/ou école)
- **Aménagements d'espaces naturels et paysagers** favorisant le maintien et le développement de la biodiversité en lien avec l'appel à projets départemental.
- **Enclos paroissiaux** avec pour objectifs de faciliter la mise en œuvre du zéro phyto, de les faire évoluer vers des espaces de vie, de préserver le patrimoine bâti, funéraire et arboré et d'assurer l'accessibilité.

Bilan à date des FIR

- 96 communes ont un FIR validé au stade de la candidature et 60 dossiers sont individualisés
- 117 projets sur l'ensemble du Département
- 30 millions d'€ d'investissements
- 6,9 millions d'€ d'engagements financiers potentiels dont à ce stade 3 millions d'€ votés (46%) pour 940 000 € versés



Rappel des modalités de suivi des dossiers

- 1 A partir de la date de validation de la candidature, la commune dispose de 2 ans pour un dépôt de dossier complet au stade des appels d'offres pour permettre le vote en commission permanente de la subvention définitive ;
- 2 Une fois le subvention votée, les communes doivent nous faire parvenir les factures acquittées et un état récapitulatif des mandatements signé du trésorier payeur pour le versement de la subvention ;
- 3 Aucun avenant relatif à une nouvelle opération ne sera accepté durant les 2 ans suivant la validation de la candidature. A compter de ce délais une nouvelle candidature pourra être étudiée pour un nouvel objet et une ou plusieurs opérations ;
- 4 Lors de l'inauguration des équipements, il sera demandé aux porteurs de projets de communiquer sur l'engagement financier du département (bulletin municipal, panneau financeur...).

L'Etang-Bertrand

Création d'une maison d'assistantes maternelles



Éléments clés

Population DGF : 357 habitants

EPCI : Communauté d'Agglomération du Cotentin

Canton : Bricquebec

Localisation de la commune



Contexte

La commune est située géographiquement entre les villes de Bricquebec et Valognes, au sein du RPI regroupant les communes de Magneville, Morville et l'Étang-Bertrand, où se trouvent les classes de maternelles et cours préparatoires (45 élèves). La commune comporte également un lotissement communal de dix huit parcelles viabilisées avec un taux de remplissage actuel de 11 parcelles, accueillant des familles avec des enfants en bas âge. Le souhait du Conseil municipal est de favoriser l'arrivée de nouveaux habitants en les intégrant à la vie de la commune.

Descriptif du projet

Le Conseil municipal sur une sollicitation de parents et d'assistantes maternelles, a décidé d'engager un projet de création d'une Maison d'Assistantes Maternelles. L'implantation de la MAM est pertinente, se trouvant sur une parcelle communale située à proximité immédiate de l'école maternelle et du cours préparatoire, des parkings existants et de la mairie, favorisant ainsi le bassin de vie et le lien social.

Il s'agit d'une construction neuve, après destruction d'une maison présente sur la parcelle. La MAM sera d'une capacité de 12 enfants, sur l'avis favorable du médecin de PMI de secteur.

Timing de l'opération

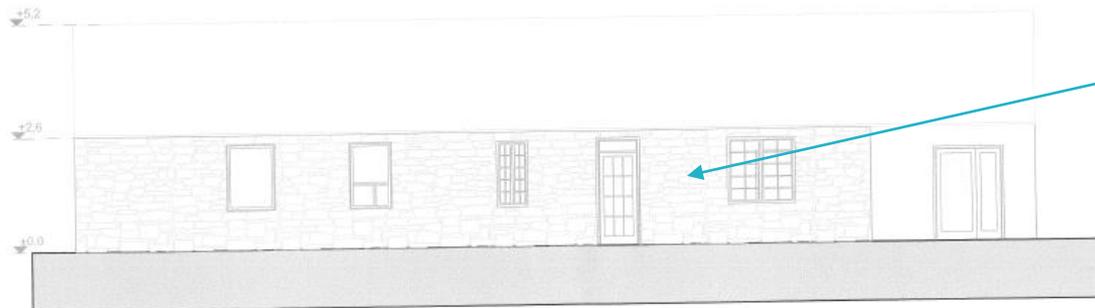
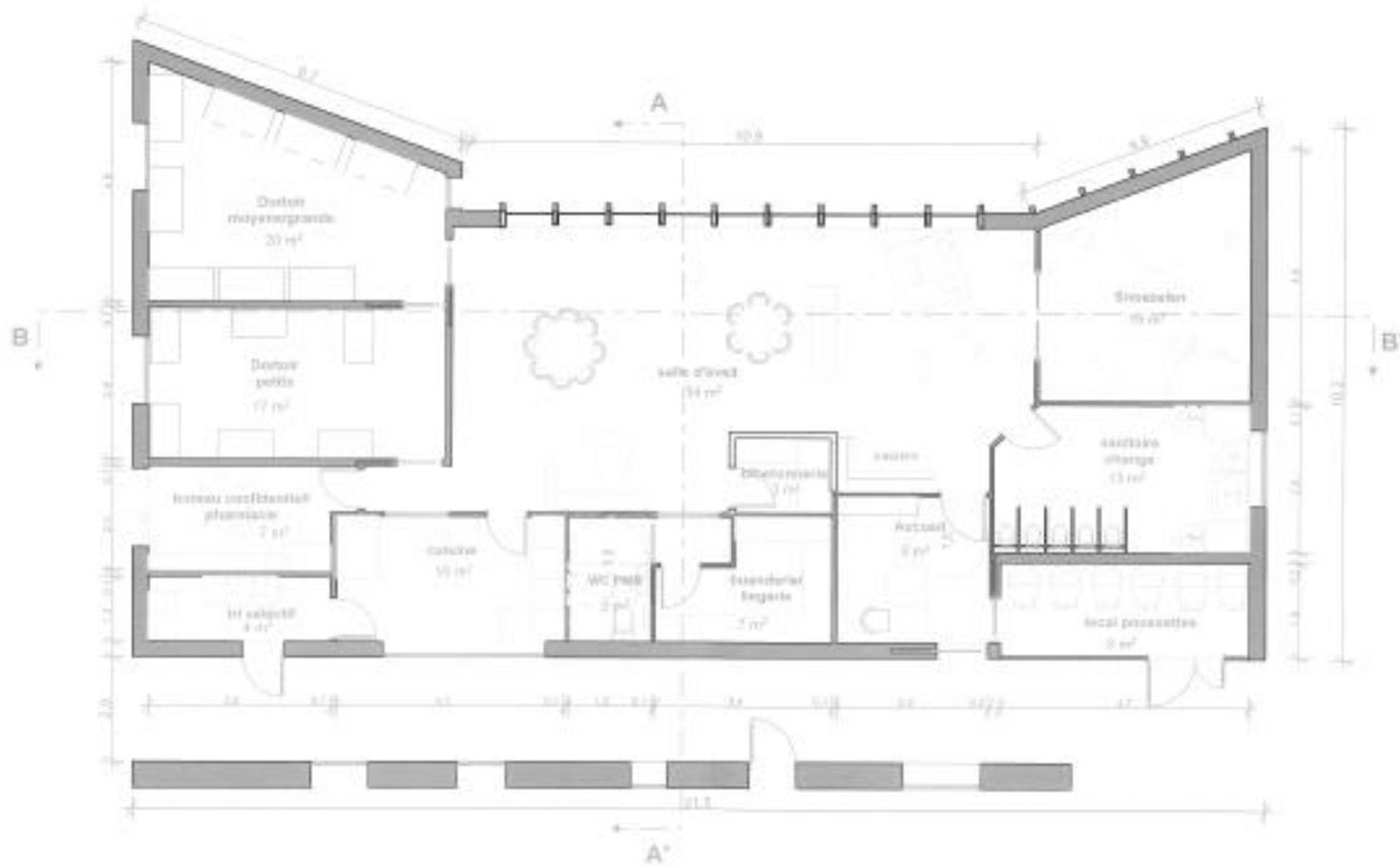
Candidature validée en CP du 16 septembre 2019

Autorisation de commencement de travaux en date du 20 juin 2019

Travaux : début au 4^{ème} trimestre 2019 pour une ouverture prévue en septembre 2020

Montant estimatif du projet

Coût global du projet : 353 800 € HT (à revoir si récupération ou non de la TVA)



FAÇADE NORD (rue)

Conservation de la façade d'origine du bâti

Projet qui répond au dispositif du FIR en matière du développement d'une offre de garde d'enfants sur la commune.

ENVELOPPE DE LA COMMUNE

50 000 €

(sur la base d'une population DGF de 357 habitants – enveloppe plancher)

SOLLICITATION FINANCIÈRE

40% du montant des dépenses éligibles TTC

(sur 80% du coût de l'opération après déduction forfaitaire des loyers théoriques)

SUIVI DOSSIER

Validation de la candidature en commission permanente du 16 septembre 2019

Validation de la subvention définitive en commission permanente dans les 2 ans suivant la validation de la candidature sur présentation d'un dossier au stade des appels d'offres

Jean MORIN

Vice-président du Conseil départemental
délégué aux infrastructures, territoires
et l'habitat

Serge DESLANDES

Conseiller départemental en charge de
la politique territoriale

Michel LECHEVALIER

Maire de L'Etang-Bertrand

Françoise LEROSIGNOL

Conseillère départementale du canton
de Bricquebec

Patrice PILLET

Conseiller départemental du canton
de Bricquebec